



CHAPITRE 82

LOI CONCERNANT LES COMPAGNIES MINIÈRES

SECTION I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des compagnies minières de Québec*. S. R. (1909), 6743. Titre abrégé.

2. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux compagnies minières qui sont constituées en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau. S. R. (1909), 6744. Application de la loi.

3. Sauf les règles particulières ci-après, la Loi des compagnies de Québec (chap. 223) est applicable aux compagnies minières constituées en corporation en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 6745. Dispositions applicables aux compagnies minières.

SECTION II

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA COMPAGNIE

4. Sans déroger à la Loi des mines de Québec (chap. 80) et sans restreindre en rien ses pouvoirs généraux, la compagnie peut : Pouvoirs généraux.

1° Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2° Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3° Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se

servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4° Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5° Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80) en la manière y prescrite;

6° Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7° Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8° Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9° Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10° Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation. S. R. (1909), 6746.

Compagnies
auxquelles
s'applique
cette section.

5. La présente section s'applique aux compagnies minières existant le 23 mars 1900, ainsi qu'à celles constituées en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 33, des articles 6743 à 6761 des Statuts refondus, 1909, ou de la présente loi. S. R. (1909), 6747.

SECTION III

DU CAPITAL ET DES ACTIONS

Limitation
de la respon-
sabilité des
actionnaires.

6. 1. Sur demande à cette fin dans la requête pour constitution de la compagnie en corporation ou pour lettres patentes supplémentaires, il est inséré dans les lettres patentes que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront

payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Cette restriction de responsabilité a ensuite lieu si aucune action de la compagnie n'est émise au-dessous du pair ou à un prix différent de celui préalablement déterminé par la compagnie; ou si, étant émise avec escompte ou à un taux différent, cet escompte ou ce taux, et tous autres termes et conditions, s'il en est, de l'émission, sont autorisés par un règlement de la compagnie, et que copie dûment certifiée de ce règlement soit transmise, dans les deux jours de son adoption, par lettre recommandée, au secrétaire de la province.

Condition de la limitation de la responsabilité.

Règlement requis en certains cas.

2. Ce règlement doit être ratifié à une assemblée des actionnaires, convoquée par un avis spécifiant les termes de l'émission proposée.

Ratification du règlement.

3. Tout certificat d'actions émis conformément au présent article doit porter, en encre rouge, sous ou après le nom de la compagnie, les mots: *Constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec*; et en outre les mots: *Sujette à des appels de versements*, si le certificat se rapporte à une action sujette à ces appels, ou les mots: *Non sujette à des appels de versements*, s'il s'agit d'une action qui n'y est pas sujette.

Ce que doivent contenir les certificats d'actions.

4. La charte et les prospectus, certificats d'actions, obligations, contrats, conventions, avis, annonces et autres publications officielles de telle compagnie, les lettres de change, billets, endossements, chèques, ordres pour de l'argent ou des marchandises, signés pour ou par la compagnie, et les factures, reçus et le sceau de la compagnie, doivent porter, après ou sous le nom de la compagnie, les mots: *Libre de responsabilité personnelle*.

Ce que doivent contenir la charte, les prospectus, etc.

5. Toute telle compagnie qui refuse ou néglige de se conformer aux dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article est passible d'une amende de vingt dollars pour chaque jour durant lequel ces mots ne sont pas ainsi imprimés ou écrits; et tout directeur ou gérant de la compagnie qui autorise ce défaut encourt la même pénalité. S. R. (1909), 6748, *partie*.

Pénalité pour négligence à se conformer à certaines dispositions.

7. Si un versement reste impayé soixante jours après l'avis ou la demande de paiement, les directeurs peuvent déclarer confisquées les actions sur lesquelles le versement n'est pas effectué; et, après cette confiscation, le secrétaire peut les vendre à l'encan.

Confiscation et vente des actions pour non-paiement des versements.

Cette vente est annoncée par un avis transmis à l'actionnaire en défaut, à sa dernière adresse connue, et inséré deux fois dans un journal publié dans le district où la compagnie a son bureau principal, ou dans le district voisin s'il n'y a pas de journal dans le district.

Avis de la vente.

Contenu de l'avis.	Cet avis doit indiquer le nombre des actions à vendre, les numéros des certificats de ces actions, le nom de l'actionnaire en défaut, le montant des versements échus et impayés, et le jour, l'heure et le lieu de la vente.
Époque de la vente.	La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration de trente jours après le jour de la première publication de l'avis.
Surplus provenant de la vente.	Si le produit de la vente dépasse le montant dû avec intérêt et frais d'annonces, l'excédent doit en être remis à l'actionnaire en défaut. S. R. (1909), 6748, <i>partie</i> .
Règlement pour l'émission d'actions à prime ou avec escompte. Entrée en vigueur du règlement.	<p>8. Toute compagnie constituée en vertu de la présente loi peut ordonner par règlement l'émission d'actions de son capital-actions à tel taux de prime ou d'escompte et aux conditions et termes jugés avantageux.</p> <p>Ce règlement cependant ne devient exécutoire que s'il est transmis, dans les deux jours de son adoption, par lettre recommandée, au secrétaire de la province, et s'il a été ratifié par une assemblée générale des actionnaires, tel que décrété dans l'article 6.</p>
Inscription sur les certificats de telles actions.	Les certificats d'actions émis conformément aux dispositions du présent article doivent porter, en encre rouge, sous ou après le nom de la compagnie, les mots: <i>Constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec</i> ; et, si les actions ont été émises au-dessous du pair, les mots: <i>Émises par la compagnie à (mentionner le taux d'escompte)</i> . S. R. (1909), 6749.
Défense d'émettre autrement des actions au-dessous du pair.	9. Nulle action dans une compagnie minière ne peut être émise au-dessous du pair, si ce n'est en vertu d'un règlement, conformément aux prescriptions de la présente loi; et tout directeur, officier ou agent d'une compagnie, qui agit contrairement aux dispositions du présent article, est passible, pour chaque infraction, d'une amende de mille dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. (1909), 6750.
Pénalité pour contravention.	

SECTION IV

DE LA RESPONSABILITÉ DES DIRECTEURS

Responsabilité personnelle des directeurs	<p>10. Nonobstant les dispositions de la présente loi, les directeurs de la compagnie sont conjointement et solidairement responsables envers les journaliers, serviteurs et apprentis de la compagnie pour toutes dettes n'excédant pas une année de salaire due pour services rendus à la compagnie pendant qu'ils occupent leur charge de directeur; mais nul directeur ne peut être poursuivi pour une telle dette, à moins que la compa-</p>
-------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

gnie ne l'ait été dans le cours d'une année après que la dette est devenue exigible, ni à moins que le directeur ne soit poursuivi dans le cours d'une année à compter du jour qu'il a cessé d'être directeur, ni avant qu'il ait été constaté, par un procès-verbal sur exécution contre la compagnie, qu'elle n'a pas de biens suffisants pour satisfaire à la demande en tout ou en partie.

Le montant dû sur cette exécution est le montant ^{Montant} recouvrable, avec frais, contre les directeurs. S. R. ^{recouvrable.} (1909), 6751.

SECTION V

DES RAPPORTS

11. En sus de tous autres rapports que les compagnies minières peuvent être tenues de faire, chacune d'elles doit transmettre au secrétaire de la province, lorsqu'elle en est requise par lettre du secrétaire ou du sous-secrétaire de la province, un état indiquant:

1° Le nombre des actions qu'elle a émises en vertu de la présente loi ou de toute autre loi;

2° Le taux auquel ces actions ont été émises;

3° Tout autre renseignement demandé par le secrétaire de la province.

Toute compagnie qui refuse ou néglige de faire le rapport ci-dessus prescrit, lorsqu'elle en est dûment requise, se rend passible d'une amende de vingt dollars; et, si l'infraction continue pendant plus de deux jours, d'une semblable amende pour chaque jour additionnel durant lequel l'infraction se continue. S. R. (1909), 6752.

SECTION VI

DES COMPAGNIES MINIÈRES CONSTITUÉES HORS DE LA PROVINCE

12. Nulle compagnie minière dont le bureau principal est situé hors de la province ne peut vendre ou autrement aliéner, directement ou indirectement, dans la province, ses actions, son capital, ses certificats d'actions, obligations ou autres valeurs à moins qu'elle n'ait au préalable obtenu une autorisation à ces fins du lieutenant-gouverneur. S. R. (1909), 6753.

13. Cette autorisation est donnée sur requête, pourvu que la compagnie:

1° Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte et de ses lettres patentes;

2° Établisse sous serment, si requis, qu'elle possède des biens suffisants, et qu'elle conduit ses opérations de manière à mériter la confiance publique;

3° Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations des actions ou procédures exercées contre elle, et indiquant l'endroit où sera établi le bureau principal de la compagnie dans la province. S. R. (1909), 6754.

Conditions
préalables à
l'octroi de
l'autorisa-
tion.

14. Avant que l'autorisation soit accordée, la compagnie doit établir, à la satisfaction du secrétaire de la province ou de tout autre fonctionnaire ou officier chargé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil de faire rapport sur cette matière, que les faits allégués dans sa requête sont vrais, et qu'elle offre des garanties suffisantes pour justifier l'octroi de l'autorisation.

Pouvoir du
secrétaire de
la province
d'obtenir des
renseigne-
ments.

A cette fin, le secrétaire de la province ou cet autre officier peut requérir la production de tout document qu'il croit nécessaire, et prendre par écrit et conserver tout témoignage rendu sous serment ou sous affirmation, et peut faire prêter l'affirmation ou le serment requis. S. R. (1909), 6755.

Avis de l'oc-
troi de l'au-
torisation.

15. Avis de l'octroi de l'autorisation doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec* suivant la formule 1; et, à compter de la publication de cet avis et du dépôt, au greffe de la Cour supérieure du district où sera situé le bureau principal de la compagnie, d'une copie de la *Gazette officielle de Québec* contenant cet avis, la compagnie peut se livrer aux opérations susmentionnées.

Enregistre-
ment de l'avis
par le proto-
notaire.

Sur réception de cette copie de la *Gazette officielle de Québec*, le protonotaire doit transcrire l'avis dans un registre tenu à cette fin. S. R. (1909), 6756.

Avis du
changement
de bureau ou
d'agent.

16. Chaque fois qu'une pareille compagnie change son agent principal ou l'endroit de son principal bureau d'affaires dans la province, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie de la nouvelle procuration s'y rapportant, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dépôt et en-
registrement
de l'avis.

Dépôt de cette gazette et transcription de l'avis doivent être faits en la manière prescrite par l'article 15. S. R. (1909), 6757.

Si la compa-
gnie change
son nom.

17. Si une telle compagnie change son nom, elle doit transmettre au secrétaire de la province, une copie du document constatant que ce changement a été obtenu lé-

gatement, et cette copie doit être certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.

Un nouveau permis peut alors être accordé par le lieutenant-gouverneur, et avis en doit être donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. Nouveau permis et avis.

Dépôt de cette gazette et transcription de l'avis doivent être faits en la manière prescrite par l'article 15. Dépôt et enregistrement de l'avis.
S. R. (1909), 6757a; 1 Geo. V (1910), c. 34, s. 1.

18. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer sommairement, en tout temps, pour des raisons qu'il juge suffisantes, l'autorisation accordée en vertu de la présente loi. Révocation de l'autorisation. S. R. (1909), 6758.

19. Quiconque fait les opérations visées par l'article 12 pour une compagnie qui n'a pas accompli les formalités requises pour être autorisée à se livrer à ces opérations dans la province est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas mille dollars et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. Pénalités pour certaines contraventions. S. R. (1909), 6759.

SECTION VII

DISPOSITIONS DIVERSES

20. Toute personne qui, dans un rapport, certificat, feuille de balance générale ou autre document requis par ou pour les fins de la présente loi, fait sciemment une déclaration fausse sur un point important, est passible, outre toute autre peine qu'elle peut légalement encourir, d'une amende n'excédant pas mille dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. Pénalités pour fausse déclaration dans un rapport, etc. S. R. (1909), 6760.

21. La première partie de la Loi des convictions sommaire de Québec (chap. 165) s'applique aux infractions créées par la présente loi. Poursuites.

Les condamnations peuvent être prononcées avec ou sans les frais. Frais. S. R. (1909), 6761.

FORMULE

1.—(*Article 14*)*Avis de l'autorisation*

La compagnie (*nom*) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la province est à (*nom de la ville, etc.*).

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est (*nom et résidence de l'agent*).

(*Signature.*)

(*Date.*)

Secrétaire de la province.

S. R. (1909), 6761, formule A.
